

COLLECTIF
ÉTHIQUE SUR
L'ÉTIQUETTE

UNE TOURNÉE
dans **5** villes françaises

| 17 au 26 novembre 2012 |

TÉMOIGNER

DES CONDITIONS DE TRAVAIL
ET DES LUTTES DES OUVRIÈRES
DE L'INDUSTRIE TEXTILE AU

CAMBODGE





Preab Marat

À

l'occasion de la quinzième édition de la Semaine de la solidarité internationale et dans le cadre de sa campagne *Made in Cambodia : le salaire de la faim*, le Collectif Éthique sur l'étiquette a invité deux représentantes cambodgiennes du Centre d'information des travailleuse-s, le Workers information center (WIC) :



Ros Sokunthy

Ros Sokunthy, conseillère juridique et **Preab Marat**, ancienne ouvrière textile. Toutes les deux ont témoigné de la réalité des conditions de travail dans le secteur textile au Cambodge et des luttes menées par les ouvrières pour défendre leurs droits fondamentaux.

© Joseph Melin



PROGRAMME

SAMEDI 17 NOVEMBRE

Participation au lancement de la Semaine de la solidarité internationale, PARIS
Intervention à la réunion du réseau thématique « RSE » du CCFD-TS, PARIS

DIMANCHE 18 NOVEMBRE

Visite de Paris

LUNDI 19 NOVEMBRE

Soirée-débat organisée par le Collectif local de ROUEN

MARDI 20 NOVEMBRE :

Dîner-débat avec les membres du conseil d'administration d'ESE, PARIS

MERCREDI 21 NOVEMBRE

Petit-déjeuner-presse, PARIS
Rencontre-débat organisée par le Collectif local de BRIVE-LA-GAILLARDE

JEUDI 22 NOVEMBRE :

Soirée-débat organisée par le Collectif local de TOULOUSE

SAMEDI 24 NOVEMBRE

Rencontre-débat organisée par le Collectif local de SAINT-ÉTIENNE

LUNDI 26 NOVEMBRE

Réunion de bilan avec le CCFD, la CFDT services et ESE, PARIS





Un salaire de misère de 61 dollars par mois, des conditions de travail déplorables et des ouvrières qui s'évanouissent de malnutrition et d'épuisement : telle est la situation actuellement dans le secteur textile au Cambodge, où se fournissent massivement des marques d'habillement telles que Zara, Gap, Levi's et H&M. La campagne *Made in Cambodia : le salaire de la faim*, lancée au niveau européen en septembre 2012 et ciblant ces quatre marques, vise à obtenir une augmentation

immédiate des salaires et l'adoption de mesures concrètes pour la mise en œuvre d'un salaire vital. **Pendant une dizaine de jours, Sokunthy et Marat ont échangé avec le public** lors de rencontres organisées par Éthique sur l'étiquette et son réseau de Collectifs locaux dans 5 villes françaises : Paris, Rouen, Brive-la-Gaillarde, Toulouse et Saint-Étienne. Cette tournée visait à sensibiliser les citoyens et citoyennes, attirer l'attention des médias sur la situation et les luttes des ouvrières cambodgiennes, et renforcer le WIC dans son action.



Tous les jours en France des citoyens et citoyennes s'impliquent dans des projets de solidarité internationale pour promouvoir des relations Nord-Sud plus justes. C'est pour valoriser ces engagements que la Semaine de la solidarité internationale a été créée. Depuis 15 ans, chaque 3^e semaine de novembre et **pendant dix jours, ont lieu partout en France des événements divers** (conférences, débats, projections, spectacles...),

mobilisant des milliers de personnes qui s'interrogent sur les moyens d'agir en faveur d'un monde plus juste et plus humain. La Semaine est un temps de sensibilisation, de rencontres et de solidarités. Une occasion de prendre en compte la réalité des inégalités, d'en comprendre les causes et d'agir pour les combattre.

LE WIC : ENCOURAGER LES FEMMES À JOUER UN RÔLE DE LEADERS

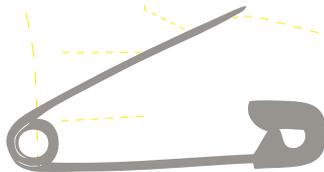
Le *Workers information center* (WIC) basé à Phnom Penh, est un centre social pour les travailleuses du textile où elles s'impliquent, s'informent et gagnent en confiance. C'est un lieu d'échange qui permet aux travailleuses de s'organiser et de mettre en place des actions collectives. Elles s'intègrent ainsi à la société et font entendre leur voix aux niveaux national, régional et international. Le but du WIC est de les **encourager à jouer un rôle de premier plan pour améliorer leurs conditions de vie**. Le WIC propose aux ouvrières des activités régulières

Alors qu'au Cambodge les femmes représentent 90% de la main-d'œuvre dans le secteur textile, la majorité des dirigeants syndicaux sont des hommes.

autour de sujets liés à l'emploi et des sessions de formation au droit du travail. Les groupes de discussion et les ateliers sont animés par des ouvrières ou anciens ouvrières, qui jouent un rôle de conseillères.

Alors qu'au Cambodge les femmes représentent 90 % de la main-d'œuvre dans le secteur textile, la majorité des dirigeants syndicaux sont des hommes.

La stratégie du WIC consiste à construire et renforcer le mouvement des ouvrières de la confection, en s'assurant qu'elles aient des représentantes légitimes et responsables qui répondent aux besoins des travailleuses. ●



© Joseph Meïlin



À 27 ans, **Preab Marat** a travaillé 11 ans en tant qu'ouvrière textile, et a elle-même bénéficié de l'appui du WIC où elle mène depuis 2011 des actions de sensibilisation auprès des travailleuses. Elle joue un rôle de facilitateur dans les groupes de discussion et lors

des consultations, afin de répondre au mieux aux besoins des travailleuses. Son expérience à l'usine lui permet de faire savoir à quel point les ouvrières ont besoin de connaître leurs droits pour mieux les défendre, et faire valoir ainsi leur dignité en tant que femmes. Son expérience la conduit à dire que des travailleuses qui connaissent leurs droits peuvent prévenir l'exploitation par les employeurs.

ANCIENNE OUVRIÈRE
TEXTILE

Ros Sokunthy est conseillère juridique au WIC et directrice du Centre de service juridique. Elle assiste le WIC dans sa stratégie, son approche des droits des travailleur-euse-s et dans le renforcement des capacités du personnel. Dans le passé, elle

a été chargée de programmer et consultante au Womyn's Agenda for Change (WAC) où elle a animé des ateliers avec des ouvrier-e-s autour des droits au travail. Elle a participé à la mise en place du Drop-In-Center, lieu où les travailleur-euse-s se retrouvent pour échanger sur les problèmes rencontrés à l'usine. Elle a également travaillé pour Social Action for Change, qui cherche à renforcer le mouvement des femmes travailleuses en fournissant une assistance technique aux organisations de base qui visent des changements sociaux, économiques et politiques.

© Joseph Meïlin



CONSEILLÈRE
JURIDIQUE

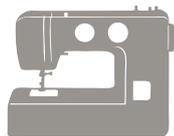
TÉMOIGNER POUR RENFORCER L'ACTION COLLECTIVE : QUELQUES ÉLÉMENTS DE BILAN

Par Nayla Ajaltouni coordinatrice du Collectif Éthique sur l'étiquette

Soutenir les organisations de défense des travailleurs dans leur action passe notamment par porter à la connaissance du plus grand nombre les situations que nous dénonçons – en l'occurrence les violations généralisées des droits humains au travail dans une industrie du textile mondialisée qui considère les travailleurs comme une variable d'ajustement – et les luttes menées pour défendre les droits fondamentaux au travail.

L'invitation de Preab Marat et Ros Sokunthy, représentantes du Workers information center (WIC) basé à Phnom Pen, pour une tournée de témoignages d'une dizaine de jours, à la rencontre des citoyennes et des citoyens français dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale répondait à cette volonté.

Un tel témoignage permet aussi d'ancrer toujours davantage l'action du Collectif dans la réalité du quotidien de femmes et d'hommes dont la parole est bien souvent bridée. Ainsi Marat, qui, à 27 ans, en a passé 11 dans les usines de confection de la capitale cambodgienne, illustre son propos par un support original : un panneau, dessiné par des ouvrières lors des ateliers du WIC, décrivant leurs conditions de vie ; témoignage visuel d'une éloquence implacable. Hygiène déplorable dans les logements de fortune, harcèlement sexuel aux abords des usines, privation d'accès à une eau saine, repas sommaires pris à même le sol lors des courtes pauses quotidiennes : ce sont autant ces conditions de vie contraires à



Ce témoignage permet également d'ancrer toujours davantage l'action du Collectif dans la réalité du quotidien d'ouvrières dont la parole est bien souvent bridée.

la dignité humaine que leurs conditions de travail éprouvantes, que ces femmes dénoncent.

Il s'agissait de rendre compte d'une réalité donc, mais au delà, de mettre en lumière les luttes des ouvrière-s et de leurs organisations pour défendre leur droit inaliénable à un travail décent, et en conséquence, dans le contexte de répression des mouvements sociaux et des mobilisations ouvrières, la nécessaire solidarité internationale pour soutenir et renforcer ces actions – et les capacités.

Cette solidarité internationale vis-à-vis de défenseurs situés dans des pays où

fait défaut un état de droit qui non seulement protège les travailleurs mais assure aux citoyens le plein exercice de leurs droits fondamentaux, y compris celui à s'exprimer et à s'organiser, est un des fondements guidant l'action du Collectif ESE.

Le WIC, partenaire de la Clean clothes campaign, et en devenant, du CCFD-TS, se distingue par son action essentielle de



© Anna McMullen

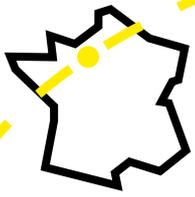
formation et d'information des ouvrières du textile – dans leur grande majorité de jeunes femmes, peu instruites, migrantes, pauvres, et étrangères aux velléités revendicatives – quant à l'existence même de droits fondamentaux liés à leur condition de travailleuses, régis par des normes locales et internationales, qui s'imposent alors. Et surtout qui légitiment les actions visant à les défendre. L'activité quotidienne déployée par le WIC visant à aller à la rencontre des femmes, dans les ateliers, mais surtout chez elles où la parole est libérée, pour recenser, informer, soutenir et former, est un préalable indispensable à la mise en place d'actions individuelles ou collectives. Une antichambre à la syndicalisation en quelque sorte – là où les syndicats, composés en grande majorité d'hommes, concentrent leur action sur les revendications liées à l'amélioration des conditions de travail et de salaire.

Les réunions de travail et le bilan réalisé avec certains membres du Collectif – le CCFD-TS, les Services et le SGEN CFDT, Léo Lagrange Consommation ainsi que la présidente d'ESE – se sont révélées importantes dans la compréhension par nos partenaires de la constitution et de l'essence d'un Collectif dont elles savaient finalement peu, cette tournée étant une première rencontre.

L'interculturalité s'est trouvée à l'œuvre : Kunthy, conseillère juridique rompue à l'animation d'événements drainant un large public jeune – et pour cause – a été tout autant frappée par la moyenne d'âge plus élevée du public français que par la démarche consistant à mettre à disposition son temps, à l'issue de sa vie professionnelle, au service de causes et de solidarités. Ce qu'elle a estimé être une chance.

L'implication et l'enthousiasme des Collectifs locaux, tant dans l'élaboration du contenu et l'organisation des événements que dans les efforts mis en oeuvre pour assurer le bien-être des 2 invitées ont été un moteur essentiel d'une tournée que tou-te-s considèrent comme un grand succès. Le renouvellement de cette action est largement plébiscité, en anticipant toujours davantage l'organisation d'un événement qui se révèle d'ampleur.

Et qui se révèle un élément majeur de renforcement de notre action collective, comme des convictions et de l'engagement de chacun-e, lorsqu'il permet à la solidarité internationale de prendre forme aussi concrètement. ●



ROUEN

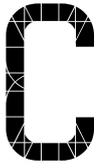
« UN TÉMOIGNAGE TRÈS RICHE PARCE QUE VÉCU »

19 novembre 2012

Par Marie-Jeanne BOUVIGNIES
pour le Collectif de Rouen
(CCFD-TS, Artisans DU MONDE, CFTD)



Nous les avons attendues, elles sont venues ! Nous faisons partie de ceux qui avaient souhaité la participation de ces deux partenaires aux animations de la Semaine de solidarité internationale : **qui mieux que les intéressés eux-mêmes peuvent témoigner de leurs conditions de vie et de travail, faire passer un message, nous interpeller ?**



ette animation a été organisée suite à :

- L'annonce par mail de la campagne *Made in Cambodge, le salaire de la faim* aux militants de nos réseaux : CCFD Terre-Solidaire, ADM, CFDT.
- La participation à une émission de la radio HDR (Hauts de Rouen) dans laquelle nous avons présenté la campagne. Nous les informons régulièrement quand il y a des appels urgents et ils nous demandent d'intervenir dans une émission appelée PRIMONDE.



Sa préparation nous a permis :

- **d'inviter à la soirée** d'autres associations de solidarité internationale, des militants de nos différents réseaux et ceux contactés lors de nos animations;
 - **des contacts avec les médias** : article dans Paris Normandie, le journal de l'agglomération rouennaise le plus lu, dans l'Hebdo de Petit-Couronne (agglomération de Rouen, 9 000 habitants), annonce dans l'agenda du diocèse de Rouen, tract du Conseil régional avec toutes les animations de la SSI.
- Nous avons sollicité des membres du réseau pour nous aider à organiser la soirée : photos, repas, etc.
Cet événement nous a aussi permis de reprendre contact avec le **Collectif Éthique sur l'étiquette de l'Eure**.

La soirée en elle-même a été très riche par le témoignage de Marat et de Kunthy, très concret parce que vécu, sur les conditions de vie et de travail des ouvrières du textile, sur le travail du WIC : « les ouvrières elles-mêmes choisissent les solutions; notre but, c'est de leur permettre d'être maîtres de leur vie et d'agir ». Elles nous ont parlé de leurs actions, de leurs luttes collectives pour se former, s'informer, soutenir les femmes, pour intervenir auprès des syndicats et des marques, etc.

Ces témoignages forts nous ont permis de présenter la campagne aux 40 participants très intéressés, et de les appeler à la faire connaître autour d'eux. Pour que la situation évolue, il est essentiel que les consommateurs se sentent proches des ouvrier-e-s qui fabriquent les vêtements qu'ils portent. Le débat a été enrichissant pour tous. Petit

à petit, le travail de sensibilisation fait son chemin. Bon nombre de consommateurs connaissent nos campagnes, notamment sur le sablage des jeans, beaucoup ayant vu l'émission *Envoyé spécial* à la télé. Le repas partagé en toute simplicité a permis de prolonger la soirée dans la convivialité.

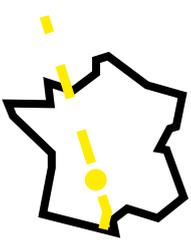
Nous sommes satisfaits de cette expérience très enrichissante et à renouveler. Elle nous amène à nous interroger sur la participation trop faible à notre goût (40 personnes), essentiellement des militants, un public relativement âgé, pas de jeunes... Le témoignage de Marat et Kunthy venues spécialement du Cambodge méritait d'être partagé par un plus grand nombre. Si la SSI

est un moment privilégié, il y a beaucoup de rencontres et on ne peut pas participer à toutes, même si on le souhaite. Ceci expliquerait peut-être la faible participation ? La SSI nous a toutefois permis de faire connaître le Collectif ESE lors d'autres animations : Festival coup de soleil où nous avons un stand, Rouen Business School (film de Marie-Monique ROBIN) où nous avons discuté avec des jeunes. Notre équipe d'animation est très restreinte (souvent 3) et nous devons relancer les associations partenaires pour essayer de nous renforcer.

Le passage trop court de Marat et Kunthy ne nous a pas permis de leur faire connaître Rouen et ses réalités, ses magasins, même si nous avons côtoyé les usines en allant à la gare. Mais, elles nous ont tous marqués et interpellés. **UN GRAND MERCI A MARAT, KUNTHY, ROSHANE et NAYLA pour leur participation active à la soirée.** ●

« les ouvriers eux-mêmes choisissent les solutions, notre but, c'est de leur permettre d'être maîtres de leur vie et d'agir »





BRIVE LA GAILLARDE

« MADE IN FRANCE OU MADE IN CAMBODGE ? »

21 novembre 2012

Texte d'introduction à la soirée publique

Par Gilberte Catalifaud pour le Collectif de Cosnac

(CCFD-TS, UFOLEP, Peuples Solidaires)



Mais au fait, est-ce que ça nous regarde, nous français, ces problèmes lointains ? Est-ce qu'on n'a pas assez de difficultés comme ça, avec les délocalisations ? Qu'ils se débrouillent dans les autres pays ! Balayons plutôt devant notre porte. Ce sont là, des objections majeures que nous entendons.

Les buts du Collectif Éthique sur l'étiquette sont les suivants :

- **mener des campagnes** pour le respect des droits des travailleurs, là où ils sont le plus bafoués sur la planète, c'est-à-dire dans les pays dits « en développement » ou dans les pays émergents ; ceci, selon leurs demandes ;
- **aider à l'organisation d'ouvriers et d'ouvrières** très exploités qui veulent lutter pour leurs droits mais ont besoin d'appui ;
- **contribuer à tisser des solidarités** internationales fortes pour s'opposer, quand le droit est violé, aux États fautifs et aux grandes firmes coupables.

Je pense que les conférencières nous montreront qu'il s'agit d'un seul et même combat : celui du local et du global dans l'intérêt de tous. Autre objection majeure : mais un droit du travail international, le même pour tous, n'a-t-il pas déjà été établi depuis longtemps, et ne continue-t-il pas à être régulièrement mis à jour ? Si bien ! Mais, hélas, ceux qui le violent ne sont pas sanctionnés, ni par les États, ni par quelque instance supranationale qui n'existe pas et qu'il faudrait bien créer enfin. Il faut rappeler que c'est en 1919, à la Conférence de la paix, que fut fondée l'OIT, l'Organisation internationale du travail, dans le but d'établir une législation universelle du travail. Ce qui, pensaient les fondateurs, éviterait la paupérisation des travailleurs en quelque lieu de la planète, la rivalité entre eux et contribuerait donc fortement à éviter les guerres. Sages projets ! qui ne se sont concrétisés que très partiellement. Étonnant de devoir créer un rapport de force mondial pour faire appliquer une loi basique,

Ouvriers lointains
honteusement
exploités par les
marques, ouvriers
de chez nous
victimes des
délocalisations
sont tous dans
le même bateau.

supranationale datant de 1919 et bien sûr régulièrement mise à jour.

Si ces luttes que soutient notre Collectif, allié avec d'autres organisations locales ou internationales (en particulier des syndicats), si ces luttes se font sans violences, il ne faudrait pas imaginer que ces militants de la terre ou des usines sont de gentils pacifiques, des moutons bêlants ! Leur patience et leur persévérance, leur résistance à la souffrance et aux injustices sont immenses.

Mais il arrive que des émeutes éclatent lorsque la colère légitime est à son comble et que les autorités politiques comme les firmes font la sourde oreille face à des catastrophes dues à leur insouciance. C'est pourquoi, nous devons soutenir ces luttes apparemment lointaines et étrangères. Grâce à notre Collectif, et à bien d'autres dans le monde, grâce aux associations qui luttent en synergie, nous pouvons nous engager, chacun selon nos possibilités, grandes ou petites.

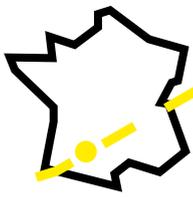
Je terminerai en affirmant qu'il est souvent efficace de protester massivement contre les violations du droit du travail ou du droit à la terre, que ces luttes portent toujours des fruits positifs. En effet, les États, les firmes n'aiment pas être montrés du doigt ; c'est là leur vulnérabilité. Ouvriers lointains honteusement exploités par les marques, ouvriers de chez nous victimes des délocalisations sont tous dans le même bateau. Seule une solidarité internationale des travailleurs et des chômeurs pourra rétablir un ordre juste au niveau du travail et de l'ensemble de la société partout dans le monde. Alors, « made in France » ou « made in Cambodge » ? Nous répondons : « Made in droits de l'Homme ! » ●

— — — — —



NOUS RÉPONDONS :

« MADE IN DROITS DE L'HOMME ! »



TOULOUSE

« UNE TOURNÉE QUE NOUS N' OUBLIERONS PAS »

22 novembre 2012

Par Anne-Marie VIGUIÉ pour le Collectif de Toulouse
(CCFD - TS, Oxfam, Artisans du Monde et Asseco CFDT)



Tout d'abord, la préparation et la mobilisation des membres du Collectif local ESE 31, des réseaux CCFD Terre-Solidaire 31 et Oxfam.

Nous avons été présents au Forum de la Semaine de la solidarité internationale (sur les stands du CCFD-TS et d'Oxfam) le 17 novembre place du Capitole à Toulouse. Nous avons présenté les outils de la campagne *Made in Cambodge : le salaire de la faim* : plus de 300 tracts ont été distribués pour inviter à la soirée du 22 novembre, une « accroche » qui nous a permis d'échanger avec le public et de les inviter à signer la pétition en ligne ou sur le stand. La diffusion de l'invitation à la soirée du 22 novembre dans nos réseaux mais aussi à la presse locale et auprès des jeunes en service civique a porté ses fruits. Ainsi, la salle était presque trop petite ! Plus de 65 personnes avec une forte participation de jeunes – pour la plupart en service civique – ainsi que quelques personnes ne connaissant pas le Collectif ESE venues par une info parue dans la presse locale gratuite et des membres de nos réseaux.

Cette soirée s'est révélée très intéressante avec la projection du DVD : « Cambodge : le salaire de la faim » et le témoignage très fort de Marat et de Kunthy. Les participant-e-s ont découvert cette réalité mal ou méconnue que vivent les

ouvrières dans l'industrie textile au Cambodge et l'action du WIC auprès de ces ouvrières. Ce fut aussi l'occasion de présenter ESE et son action, le message de Nayla et sa présentation du Collectif, bien appréciés. Quant à Roshane, elle a superbement assuré la traduction étant l'une des leurs, cambodgienne elle aussi.

Le lendemain, nous avons amené Marat et Kunthy chez H&M où elles ont pu voir en rayon des vêtements provenant des usines du Cambodge !

Cette venue de partenaires du Cambodge et leurs témoignages nous interpellent en tant que consommateurs

Cette venue de partenaires du Cambodge et leurs témoignages nous interpellent en tant que consommateurs dans nos pratiques d'achat.

dans nos pratiques d'achat. Même s'il n'est pas facile d'être des consommateurs responsables notamment concernant les vêtements, on s'interroge, on a envie d'agir. Alors c'est chacun qui s'est senti invité à signer la pétition pour interpellier les marques, les questionner sur l'origine de leurs produits et les conditions de fabrication. L'invitation à rejoindre notre Collectif ESE local, ne

serait-ce qu'à l'occasion d'actions de rue de sensibilisation a été lancée ; des jeunes nous ont dit être intéressés. Cette rencontre avec Marat et Kunthy, ces échanges avec ces partenaires d'un pays du Sud sont importants ; ce dialogue entre acteurs de là-bas et d'ici nous renforce dans nos convictions

et nos engagements pour permettre aux femmes et aux hommes, ici et là-bas, de vivre plus dignement et d'être respectés dans leurs droits fondamentaux.

Au mois de mars 2013, le CCFD-TS 31 va recevoir un partenaire cambodgien engagé dans l'association « Phare Poleu Selpak : l'art contre l'effacement du génocide » ; d'autres problèmes et réalités du Cambodge que nous allons décou-

vrir ! Nous pourrions parler avec lui de ce qui se vit dans l'industrie textile. Le dialogue avec des acteurs de transformation sociale va se poursuivre.

Merci au Collectif Éthique sur l'étiquette de nous avoir permis cette belle rencontre avec Marat, Kunthy, Roshane et son frère qui a assuré la traduction le vendredi. ●

« L'ENFER DANS LES USINES TEXTILES AU CAMBODGE »

par Françoise Laborde pour le CCFD Terre-Solidaire-31 (Toulouse)

Nous achetons nos vêtements dans des boutiques en France, sans toujours nous interroger sur ce qui se cache derrière leur belle apparence. Le Collectif Éthique sur l'étiquette nous appelle encore une fois à ouvrir les yeux sur le non-respect des droits de l'homme dans les usines de confection des pays du Sud, avec une nouvelle campagne d'opinion et d'interpellation des marques H&M, Gap, Levi's et Zara : *Made in Cambodge, le salaire de la faim*.

À l'initiative du Collectif Éthique sur l'étiquette 31, avec comme membres actifs le CCFD-TS de Toulouse et le groupe local d'Oxfam-France, une soirée a été organisée avec la responsable nationale du Collectif ESE, Nayla Ajaltouni, accompagnée de deux cambodgiennes le jeudi 22 novembre au Christ-roi. Elles ont décrit les conditions de travail terribles des ouvrières qui confectionnent là-bas des vêtements en particulier pour les marques déjà nommées :

500 usines textiles où travaillent 500 000 très jeunes femmes issues des campagnes qui ont quitté leur famille à cause de la grande pauvreté et de la baisse du niveau de l'eau dans les rizières, suite au changement climatique; avec des contrats d'embauche très courts, elles sont astreintes à 16h de travail par jour, presque sans bouger, et lorsqu'il y a du retard, on poursuit la nuit suivante ; les ateliers sont pollués par la poussière des tissus et les produits chimiques ; leur salaire n'excède pas 61 dollars, dont une part sert au logement, une autre est envoyée à la famille. Il ne leur reste pas assez pour vivre, se nourrir correctement, d'où de très fréquents évanouissements des employées en hypoglycémie. Elles s'entassent jusqu'à 7 dans des chambres de 2 mètres par 3, sans sanitaire ou douche. Pas de toilettes propres dans l'usine non plus et une infirmerie dépourvue de tout,

sauf lorsqu'un patron français de la marque vient en visite : l'atelier est aéré et prend un aspect presque accueillant pour quelques heures ; quant aux ouvrières, elles sont chargées de mentir sur leurs conditions de travail, sous peine de renvoi... Dès qu'un souci arrive, la situation devient intenable, elles s'endettent, en sont réduites à faire des heures supplémentaires ou un second travail (parfois même le ramassage des ordures). Pour rien au monde, elles ne voudraient

renoncer à l'envoi régulier à leur famille. Un bref documentaire, *Cambodge : le salaire de la faim*, vient illustrer très clairement cette réalité indigne ; il a été réalisé par des membres danois du réseau européen Clean Clothes Campaign, dont fait partie ESE. Les deux jeunes cambodgiennes qui témoignent de vive voix sont une ancienne ouvrière qui a travaillé 11 ans dans ces conditions et une conseillère juridique au WIC, petite ONG locale qui accompagne ces ouvrières avec

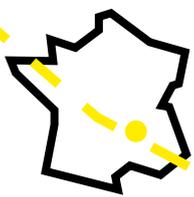
3 objectifs : améliorer les conditions de travail, former des leaders femmes (les hommes sont toujours plus valorisés dans la culture khmère), et soutenir leur santé.

En 2011, les quatre marques en question qui se fournissent massivement au Cambodge ont réalisé un bénéfice de 4,5 milliards d'euros. Mais 2400 ouvrières se sont évanouies d'épuisement la même année...

Pour réclamer un salaire vital décent, écrivons aux marques en allant sur le site d'ESE. Nayla Ajaltouni confirme que les campagnes précédentes (sur le sablage du jean) ont été efficaces car les entreprises n'aiment pas voir ternir leur image de marque... ●

**16 H / JOUR
61 \$ / MOIS**

Pour réclamer un salaire vital décent, écrivons aux marques en allant sur le site d'ESE.



SAINT-ÉTIENNE

« UNE CHANCE POUR LES STÉPHANOIS D'ENTENDRE UN TEL TÉMOIGNAGE »

24 novembre 2012

Par Pierre BONNEFOY pour le Collectif de Saint-Étienne
(Asséco CFDT, Artisans du Monde, CCFD-TS, CDAFAL, CSF, TDH 42)



Nous avons mis beaucoup d'espoir dans l'organisation de cette rencontre, une vraie chance que de proposer aux stéphanois de découvrir « en direct » un témoignage sur les conditions de travail dans l'industrie du textile au Cambodge. Une expérience riche que notre collectif espère pouvoir renouveler.



Nous retenons malgré tout une faible participation, pour laquelle plusieurs explications sont possibles :

- Le samedi n'est pas le jour le plus favorable à Saint-Étienne,
- En raison de la validation tardive de la date, l'annonce de la rencontre a été insuffisante : pas d'article dans les journaux, information presque uniquement par messagerie,
- Située pendant la Semaine de la solidarité internationale, l'événement n'a pas profité de la dynamique de cette manifestation auprès du public. Quant aux militants, déjà fort impliqués dans les autres manifestations de la SSI, ils n'ont pas toujours pu venir, malgré leur intérêt.

Un point important à retenir est la nécessité de soigner la communication en s'assurant entre autres qu'elle circule dans nos associations.

Autre point, primordial, la traduction qui n'a pas été suffisamment efficace pour permettre des échanges « fluides » ce qui a certainement laissé une certaine frustration.

En résumé, malgré quelques déceptions, nous sommes heureux d'avoir essayé et d'avoir accueilli nos partenaires. Nous espérons que Marat et Kunthy n'auront pas été déçues. Cela étant, cette rencontre restera en mémoire pour longtemps. Toutes les deux ont apporté un témoignage poignant, Kunthy dans sa présentation très précise du WIC et de la situation des travailleuses dans le textile, Marat dans le récit de son parcours personnel. Elles avaient visiblement tant de choses à nous dire.

Une confirmation, s'il en était besoin, que le témoignage par le vécu qu'il apporte

« donne vie » aux informations écrites que l'on reçoit.

Je terminerai par une pensée particulière pour Marat qui, ne parlant ni français ni anglais, n'a pas pu profiter entièrement des échanges ; cependant son regard s'illuminait lorsqu'elle intervenait et qu'elle nous a expliqué la vie des travailleuses cambodgiennes à partir du panneau de dessins qu'elle avait apporté.

Nous avons été quelques privilégiés à profiter plus longtemps de leur présence ; Véronique, militante au CCFD-TS qui a hébergé Marat et Kunthy, témoigne : « Je veux juste partager ce qui a fait cette rencontre : l'interculturalité !

Nous avons partagé grâce et malgré nos différences... Tout a commencé avec la traduction qui faisait référence à des concepts différents. Puis, entre autres, avec la nourriture, véritable enjeu de bien-être après dix jours en France, d'où une course dans la ville pour trouver un restaurant qui veuille bien nous vendre le riz du matin. Ensuite, la chaleur pour la nuit et un chauffage au maximum pour avoir 30 degrés dans la chambre. Et surtout, la discussion que nous avons partagée dans la soirée, discussion à « bâtons rompus » et qui faisait l'aller-retour entre Cambodge et France. L'interculturalité, c'est ça ! Essayer de comprendre l'Autre sans forcément adhérer à tout, découvrir des problématiques communes même si l'échelle et le contexte sont différents, avoir les mêmes valeurs sans les hiérarchiser de manière semblable, vouloir s'adapter, se rendre compte de notre identité grâce à l'Autre... Ce sont de telles rencontres qui font que mon engagement prend sens et que je me sens dans l'universel et que, finalement, la mondialisation n'a pas que des côtés négatifs ! » ●



L'interculturalité, c'est ça ! Essayer de comprendre l'Autre sans forcément adhérer à tout, découvrir des problématiques communes même si l'échelle et le contexte sont différents (...).





LE WIC A ÉTÉ INVITÉ EN FRANCE
PAR LE COLLECTIF ÉTHIQUE SUR
L'ÉTIQUETTE POUR UNE TOURNÉE
DE TÉMOIGNAGE

Par Ros Sokunthy

Du **16** au **26** novembre 2012 **deux personnes de WIC ont été invitées en France** pour participer à la Semaine de la solidarité internationale dans le cadre de la campagne *Made in Cambodia : le salaire de la faim*. **Pour le lancement de cette campagne un « die-in » a été organisé** devant un magasin H&M. L'action a bénéficié d'une couverture médiatique importante. Une pétition en ligne ciblant 4 marques (H&M, Gap, Levi's et Zara) avait aussi été lancée.

a tournée de témoignage s'est déroulée dans cinq villes françaises : Paris, Toulouse, Rouen, Brive-la-Gaillarde et Saint-Étienne.

La Semaine de la solidarité internationale est un événement national organisé chaque année en novembre afin de mettre en évidence et de mobiliser l'opinion autour de la solidarité internationale et des questions relatives aux droits humains. Au cours de cette semaine (9 jours complets), des organisations nationales et locales organisent, partout dans le pays, des centaines d'événements ouverts au public (débat, happenings, jeux, expositions, concerts, etc.) La tournée de témoignage a été co-organisée par le Collectif Éthique sur l'étiquette (Clean Clothes Campaign France) et le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement (CCFD) qui fait partie des organisations membres du Collectif.

CETTE TOURNÉE VISAIT À :

- **Renforcer le soutien aux organisations du Sud**, dans ce cas le WIC.
- **Mettre en lumière la situation des ouvrières** de l'habillement au Cambodge et les violations de leurs droits, afin de mobiliser les médias, les organisations de la société civile, les pouvoirs publics et les citoyens.
- **Souligner le travail accompli par le WIC** pour soutenir et former les ouvrières cambodgiennes.
- **Renforcer la solidarité internationale** par le biais de liens plus étroits entre les travailleurs « là-bas » et les militants « ici ».

LES ACTIVITÉS DE LA TOURNÉE DE TÉMOIGNAGE :

Lors des conférences-débat et des rencontres avec le public, les représentantes du WIC ont témoigné de la situation actuelle des travailleuses du textile au Cambodge : bas salaires, contrats à court terme et problèmes de santé liés à un environnement insalubre, à la fois à l'intérieur des usines, et aux alentours des chambres louées par les ouvrières. « Lors de ces témoignages, le public pouvait poser des questions, ce qui nous permettait d'interagir avec les personnes présentes ». La plupart des questions portaient sur la stratégie du WIC pour améliorer la situation actuelle des travailleuses et sur l'engagement des consommateurs au niveau international pour soutenir les revendications des travailleuses. « Nous avons eu l'occasion de visiter un magasin H&M pour vérifier les prix de leurs produits sur le marché français. Une expérience difficile pour Marat qui a appris que le prix d'un vêtement était quasi équivalent au salaire minimum mensuel qu'elle touchait lorsqu'elle qu'elle travaillait à l'usine ».

Il y avait environ 20 à 30 participants dans chaque rencontre, sans compter l'événement public de lancement de la

Semaine qui a réuni entre 200 et 300 personnes. La plupart des participants aux rencontres étaient des retraités, des militants syndicaux, des membres d'organisations et des consommateurs.

Cette tournée faisait partie de la campagne lancée par la Clean Clothes Campaign au niveau européen en appui à la mobilisation des organisations et des syndicats cambodgiens en faveur d'une augmentation des salaires des travailleurs du textile. La campagne *Made in Cambodia : le salaire de la faim* vise à faire pression sur 4 marques d'habillement qui se fournissent massivement au Cambodge, pour les pousser à payer un salaire décent aux travailleurs qui fabriquent leurs vêtements.

RÉSULTATS :

- En tant que qu'organisation d'appui aux femmes, le WIC était bien connu en France. Les deux invitées ont été interviewées par plusieurs médias (journaux et radio) sur les activités du WIC et la situation des travailleurs.
- Des liens ont été tissés et renforcés. Le Collectif Éthique sur l'étiquette et le CCFD ont confirmé leur volonté de travailler avec le WIC dans un futur proche, en particulier en matière de violations des droits des travailleurs. Le CCFD a mentionné la possibilité de mettre en contact le WIC avec des volontaires internationaux, si cela s'avérait utile.
- En termes logistiques, l'équipe du WIC s'est senti soutenue par les organisateurs qui ont fait des efforts et n'ont pas manqué de motivation. Lors des déplacements, l'équipe du WIC a été reçue par des personnes qui l'ont accueillie avec beaucoup de gentillesse.
- Le Collectif Éthique sur l'étiquette a déclaré que la tournée serait présentée dans leur rapport annuel qui serait transmis au gouvernement français.
- À travers les questions posées par de nombreux militants, l'équipe du WIC s'est enrichie de leurs expériences, notamment sur des questions stratégiques liées au mouvement syndical.
- La tournée de témoignages a été couverte par le magazine de la CFTD en français. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont accès à cette publication.

DIFFICULTÉS :

- La tournée s'est déroulée dans plusieurs villes françaises et dans l'une d'entre elles l'interprète n'était pas adapté. D'une certaine façon, il a été difficile d'expliquer et de communiquer avec le public dont la majorité ne parlait que le français.
- Les longs trajets en train, le changement de nourriture et les conditions météorologiques ont été difficiles à supporter pour Marat qui a mis du temps à s'adapter à ce nouvel environnement.

EN ACTION | Points forts | Monde



Sortie d'usine à Phnom Penh. En raison des salaires beaucoup trop bas, elles sont les ouvrières qui peuvent s'offrir de vrais habits.

CAMBODGE > Industrie textile

Made in Cambodge, le salaire de la faim

Des milliers d'ouvrières du secteur de la confection s'évanouissent faute de pouvoir se nourrir. «Ethique sur l'étiquette» appelle à agir pour exiger un salaire vital.

« J'ai perdu connaissance plusieurs fois, à l'aune et à la machine (...) Nous devons évanouir sur tout. On peut déformer au filant, mais ne mangent que du riz avec un peu de viande. Ce n'est pas suffisant, surtout pour mes fils. Il est souvent malade et ne peut régulièrement s'école. » Comme de nombreuses jeunes Cambodgiennes, Rom Sokha, 23 ans, travaille dans une usine qui produit des vêtements pour des marques

telles que Gap ou Old Navy. Elle gagne le salaire minimum (51 dollars par mois), ce qui est très insuffisant pour vivre. « Après avoir payé un loyer de 20 à 30 dollars pour un logement de quelques mètres carrés - en général une chambre partagée avec plusieurs personnes (SDRA) - 4 à 5 dollars pour l'électricité, 2 dollars au plus pour l'eau, et avoir la moitié de leur salaire à leur famille, il ne reste plus rien aux ouvrières », explique Sokhathy Roy, coordinatrice laïque au Worker's Information Center (WIC) de Phnom Penh. Disposant de plusieurs antennes locales, le WIC est un organisme communautaire qui ve à la promotion des ouvrières pour les informer de leurs droits.

Marat Prouh, à peine salariée du WIC, a tenu dix ans dans ces conditions, « parce que j'étais la seule à avoir un travail dans ma famille », souligne-t-elle. Pas seulement. Sokhathy et Marat étaient en visite en France, à l'invitation

QUELQUES CHIFFRES

• Industrie textile au Cambodge
 • La production industrielle de la confection représente 20% du PIB
 • 400 000 personnes travaillent dans ce secteur
 • Plus de 40% du salaire vital est alloué aux autres formes de dépenses
 • 400 000 personnes travaillent dans ce secteur
 • Plus de 40% du salaire vital est alloué aux autres formes de dépenses
 • 400 000 personnes travaillent dans ce secteur

du collectif «Ethique sur l'étiquette», dont la CFTI est membre. Elles veulent témoigner des conditions de travail des travailleuses du textile et de leurs luttes, à l'occasion de la campagne «Made in Cambodia» : le salaire de la faim lancé par «Ethique sur l'étiquette» tente de pousser les entreprises à nourrir correctement et soigner convenablement les ouvrières, plus de 2 000 ouvrières se sont évanouies dans les usines de textile en 2011.

L'exploitation humaine

Les jeunes Cambodgiennes représentent la majorité de la main-d'œuvre. «L'exploitation n'étant pas de qualité et la situation est difficile, les jeunes femmes n'ont pas d'autre choix que de travailler dans l'industrie textile pour aider leur famille», raconte Sokhathy. Les employeurs les recrutent parce qu'elles sont jeunes et résistantes. Mais elles ont généralement embauchées en contrats à court terme, elles ne peuvent pas faire des heures supplémentaires, dont elles ont besoin de toute façon pour gagner plus. Elles travaillent quotidiennement sans jours, parfois même le dimanche, par de faibles salaires, sans formation et dans de mauvaises conditions de travail.

Elles sont exposées aux produits chimiques et, surtout, elles ne sont pas autorisées pour ne pas nuire à la production. Beaucoup souffrent de maladies et ne peuvent pas payer les soins nécessaires.

Les leaders syndicaux sont en général des hommes. Les ouvrières ayant un niveau d'instruction bas, la présidence du WIC est de leur forme, et leur donnant des cours d'anglais, ce qui est utile pour leur donner d'autres perspectives professionnelles. «Nous les encourageons à s'organiser, à négocier et à revendiquer

pour devenir elles-mêmes leaders syndicaux», précise Marat. Depuis plusieurs années, l'industrie textile cambodgienne a subi bien les transports que la concurrence de base. Suite aux engagements internationaux, le gouvernement a adopté une allocation de santé de 5 dollars au salaire minimum, soit 66 dollars en tout. La Coalition syndicale démocratique des travailleurs de la confection de Cambodge a obtenu en dix ans plusieurs augmentations de 5 dollars après quatre grèves générales. Mais ces augmentations, empruntées de haute lutte, sont loin d'un salaire vital. D'après les calculs de l'Asia Floor Wage (Alliance pour un salaire minimum en Asie, qui regroupe des syndicats et des ONG), le salaire minimum au Cambodge devrait être de 283 dollars pour permettre

Fashions mais pas cons !

«Ethique sur l'étiquette» lance de nouveaux outils pour inciter les jeunes consommateurs à s'interroger sur les conditions de production de ce qu'ils achètent, en partant des vêtements, à l'occasion de la campagne «Ethique sur l'étiquette» pour s'informer en un clin d'œil et partager ses. On apprendra ainsi qu'un magasin qui vend un jean coûte 4% de son prix, la marque 40%, et l'industrie du textile qui a réalisé le vêtement seulement 15% à 20% du prix. Ainsi, une chemise, qui a coûté environ une chemise, vendue 8€, est remboursée que 24 centimes. En réduisant simplement un peu le prix, les magasins peuvent faire en sorte que les travailleurs aient un salaire décent. «Ethique sur l'étiquette» appelle les jeunes à voter avec le pouvoir d'achat en tant que consommateurs. Ils peuvent faire la différence, en exigeant des magasins que les jeans ne soient plus blancs par sabotage au risque de faire mourir ceux qui les fabriquent. Ils peuvent aussi faire pression pour que cessent les mauvaises conditions de travail et les rémunérations insuffisantes.

«Pour cela, les magasins ont de nouveaux outils. Dans un premier temps, le salaire minimum pourrait être doublé par l'augmentation des primes et indemnités (de transport, de repas,



Sokhathy Roy (dessus) et Marat Prouh en visite à la CFTI.

Un appel à la solidarité

«Ethique sur l'étiquette» invite chacun à écrire à H&M, Zara, Levi's et Gap, les plus gros magasins au Cambodge, qui ont réalisé un bénéfice de 4,5 milliards de dollars l'année dernière, pour leur demander de s'engager.

«Les consommateurs ont le pouvoir de changer le monde. Il est important que les consommateurs soient solidaires. Nous ne pouvons améliorer nos vêtements sans améliorer nos conditions de travail dans le monde. Soit observer Martine Roy, secrétaire fédérale chargée de la coopération internationale, il ne s'agit pas de faire du bien-être. Les magasins doivent améliorer leurs conditions de travail dans le monde. Soit observer Martine Roy, secrétaire fédérale chargée de la coopération internationale, il ne s'agit pas de faire du bien-être. Les magasins doivent améliorer leurs conditions de travail dans le monde. Soit observer Martine Roy, secrétaire fédérale chargée de la coopération internationale, il ne s'agit pas de faire du bien-être. Les magasins doivent améliorer leurs conditions de travail dans le monde.

Juliette Rigault

CFTI Magazine No. 389, janvier 2013

18 Rouen Rive gauche
SOTTEVILLE-LES-ROUEN. L'association «Ethique sur l'étiquette» organise un débat sur la solidarité ouvrière.
Soutien aux Cambodgiens

Le collectif «Ethique sur l'étiquette» a organisé pour le projet des droits humains un débat sur le monde organisé en faveur de leur pays et de leur famille.

«Deux cambodgiennes, Phroh Marat et Rom Sokhathy, membres de la Worker's Information Center (WIC) ont été d'appui aux ouvrières du textile, avant de partir pour échanger leurs expériences de travail», indique Michèle Doucet du comité d'organisation. En 2011, de nombreuses ouvrières se sont évanouies d'épuisement dans les usines textiles du Cambodge. Le salaire minimum de 51 dollars ne leur permet pas de se nourrir suffisamment pour tenir le

Le collectif existe pour défendre les droits des ouvrières cambodgiennes

Le système industriel impose un travail de grandes usines d'habillement et d'habillement dans ce pays mais présente de nombreuses carences pour ne pas augmenter les salaires», mentionne le document servant de support à la soirée où de nombreuses témoignages seront échangés.

Débat à 18h30 à la salle CFTI

ROUEN : Paris Normandie 19 novembre 2012

C.C.F.D.
 Soirée débat «Made in Cambodia : le salaire de la faim» dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale qui a lieu du 17 au 25 novembre, le collectif «Ethique sur l'étiquette» (collectif qui milite pour le respect des droits humains au travail partout dans le monde) dont le CCFD Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) est membre, lance une campagne «Made in Cambodia : le salaire de la faim».

Une soirée débat est organisée le lundi 19 novembre à 18h30 à la salle CFTI 15 place Gilles Martinet à Sotteville-les-Rouen (métro Garibaldi), à laquelle participeront deux Cambodgiennes membres du WIC (Worker's Information Center - centre d'appui aux ouvrières du textile). Cette soirée a pour but de sensibiliser le public sur les conditions de travail des ouvrières du textile, qui fabriquent les vêtements que vous portez. Contact : Marie-Jeanne Bouvignes - 06.89.41.79.78 ites : www.ccfid-terresolidaire.org et www.ethique-sur-etiquette.org

ROUEN :
Bulletin municipal
Petite Couronne -
19 novembre 2012

SUPPORTS DE COMMUNICATION


 membre de la :
Clean Clothes Campaign


 La Semaine de la Solidarité Internationale
 www.semainedansloire.org

DU 7 AU 28 NOVEMBRE 2012
 DANS TOUTE LA LOIRE

Le collectif de St Etienne vous invite à une rencontre
samedi 24 novembre 2012
16h30 Bourse du Travail à St Etienne
 salle 55, 1er étage (coté place Albert Thomas)

Pourquoi une campagne européenne pour un réel salaire minimum vital dans l'industrie textile mondialisée ?


MADE IN CAMBODGE : LE SALAIRE DE LA FAIM
 Exigeons un salaire vital dans l'industrie textile

avec la participation de deux invitées cambodgiennes, membres du Workers' Information Center (WIC) organisation de soutien aux ouvrières du textile dans ce pays et présentes en France dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale.



LA SEMAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
DU 7 AU 28 NOVEMBRE 2012
DANS TOUTE LA LOIRE


 membre de la :
Clean Clothes Campaign


 La Semaine de la Solidarité Internationale
 www.semainedansloire.org

Le collectif de St Etienne vous invite à une rencontre
samedi 24 novembre 2012
16h30 Bourse du Travail à St Etienne
 salle 55, 1er étage (coté place Albert Thomas)

Pourquoi une campagne européenne pour un réel salaire minimum vital dans l'industrie textile mondialisée ?

avec la participation de deux invitées cambodgiennes, membres du Workers' Information Center (WIC) organisation de soutien aux ouvrières du textile dans ce pays et présentes en France dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale.







Jeudi 22 Novembre à 20h30
Pour un salaire vital dans l'industrie textile au Cambodge :
quelles actions pour le consommateur français ?

Soirée avec 2 partenaires cambodgiennes
 Mme Preah Marat, ancienne ouvrière de la confection et Alina Rus Sokenthy, conseillère juridique au WIC (centre d'appui aux ouvrières du textile)

Témoignages et Projection du film - Cambodge, le salaire de la faim - débat :
 dans le cadre de la Campagne d'Ethique Sur l'Etiquette :


MADE IN CAMBODGE : LE SALAIRE DE LA FAIM
 Exigeons un salaire vital dans l'industrie textile

AU 28 RUE DE L'AUDE
SALLE ST EXUPERE 31500 TOULOUSE
 (bus 22 arrêt : Aude; possibilité de parking Maison Diocésaine)


 La Semaine de la Solidarité Internationale
 www.semainedansloire.org

Soyons nombreux ! Merci de diffuser largement ce tract. Pour une pétition et d'autres actions, voyez au verso.







Semaine de la Solidarité Internationale - TOULOUSE
 Jeudi 22 Novembre 2012 - CCFD-Terre Solidaire - OXFAM - Ethique Sur l'Etiquette :

Campagne Made in Cambodia : le salaire de la faim
 300.000 ouvrières dans le textile : des salaires mensuels inférieurs à 50 Euros par mois, des heures supplémentaires payées 50 centimes ou non payées, pas de protection sociale... sans compter les cadences et les brimades.

Question à une partenaire cambodgienne: « Comment avez-vous fait pour tenir pendant 10 ans ? »
 Sa réponse: « Parce que j'étais la seule à avoir un travail dans ma famille. » Elle aînée désormais le Centre d'Information des Travailleurs (WIC).

Agissons, Interpellons les donneurs d'ordre, les marques H et M, Zara, Lévis et Gap :
<http://www.ethique-sur-l-etiquette.org/Made-in-Cambodge-le-salaire-de-la-faim>

Dossier de presse de la SSI (extrait)



© Artisans du Monde

DROIT AU TRAVAIL DÉCENT

La planète compte plus de 200 millions de chômeurs en 2012 soit six millions de plus qu'en 2011. Un tiers des travailleurs vivent avec moins de deux dollars par jour. Les femmes et les jeunes sont affectés de manière disproportionnée par le déficit et la précarité de l'emploi, les conditions de travail indécentes ainsi que par le travail à temps partiel contraint qui s'est développé dans deux-tiers des économies avancées.

DROIT AU BUT Chiffres-clés

- Plus de 200 millions de chômeurs dans le monde en 2012
- 6 millions de chômeurs de plus qu'en 2011
- Le taux de chômage a augmenté dans près de deux-tiers des pays d'Europe depuis 2010.
- La reprise du marché du travail est au point mort au Japon et aux Etats-Unis.
- Le travail à temps partiel contraint s'est développé dans deux-tiers des économies avancées ; le travail temporaire dans plus de la moitié de ces économies.
- Ailleurs, les offres d'emplois ne sont pas à la hauteur des besoins d'une population en âge de travailler de plus en plus nombreuse et qualifiée, comme en Chine.
- Les déficits d'emplois demeurent critiques dans l'essentiel du monde arabe et de l'Afrique.

Rapport sur le travail dans le monde 2012, Organisation Internationale du Travail (OIT)

DROIT DE REGARD

« Un salaire vital plutôt qu'un emploi à tout prix »
par Nayla Ajaltouni pour le Collectif éthique sur l'étiquette

Le 7 octobre célèbre la journée mondiale pour le travail décent. A l'heure d'une mondialisation dérégulée qui met en concurrence les travailleurs et les travailleuses plutôt qu'elle ne les protège, la mise en œuvre de ce concept ne va pas de soi.

La production mondiale de richesses ne cesse de croître. Pourtant, un tiers des travailleurs dans le monde vit avec moins de deux dollars par jour ; la moitié de la population mondiale est privée de protection sociale ; sous-emploi et précarisation poursuivent leur ascension.

Dans ce contexte, la généralisation du travail décent est la condition d'une mondialisation plus juste, et constitue un rempart aux effets d'une crise économique - et des politiques d'austérité qui l'accompagnent - que les travailleurs les plus vulnérables subissent de plein fouet.

Que dit le concept de travail décent? Fondé sur quatre piliers - les droits fondamentaux au travail, les possibilités d'emploi et de rémunération, la protection sociale, le dialogue social - il édicte que chacun doit pouvoir accéder à un travail permettant de mener une vie digne. Et de s'insérer dans la société, ce quel que soit le type de travail, alors que le secteur informel constitue désormais la forme dominante d'emploi à

l'échelle internationale.

Au cœur du deuxième pilier, le droit à une rémunération juste, qu'il s'agisse de prix rémunérateurs pour les paysans, ou d'un salaire permettant de satisfaire ses besoins fondamentaux et ceux de sa famille pour un employé - autrement dit un salaire vital.

A titre d'exemple, en 2011, plusieurs centaines d'ouvrières se sont évanouies d'épuisement dans les usines de confection textile au Cambodge, faute d'un salaire leur permettant de s'alimenter correctement. Le salaire minimum de 61 \$ devrait quadrupler pour atteindre un niveau vital.

Ainsi le concept de travail décent supplante l'idée d'un « emploi » à tout prix ». En témoignent les grèves, boycotts et mobilisations massives de travailleurs revendiquant un salaire décent, le droit de s'organiser ou la sécurisation des emplois au Bangladesh, en Tunisie ou en Espagne ces derniers mois. Cela montre à quel point le travail décent est affaire de droits. Et de justice sociale. Et combien il est indissociable de l'accès de tous à une vie respectueuse de la dignité humaine.

DOSSIER de PRESSE 2012

Contacts presse :

Econovia - Marie-Pierre MEDOUGA . Tél : 05 22 78 71 38 . presse@econovia.fr / Julie SCHWARZ . Tél : 06 71 13 84 53 . julie.schwarz@econovia.fr



**Campagne *Made in Cambodge : le salaire de la faim*
COMMUNIQUE DE PRESSE – 19 novembre 2012**

A l'occasion de la Semaine de la solidarité internationale (SSI) et dans le cadre de la campagne « Made in Cambodge : le salaire de la faim », le collectif Ethique sur l'étiquette reçoit deux partenaires cambodgiennes pour une série de témoignages sur les conditions de travail et les luttes des ouvrier-e-s de l'industrie textile dans ce pays.

**Rencontre avec Preab Marat, ancienne ouvrière textile, et Ros Sokunthy, conseillère juridique au Workers Information Center (WIC)
Interviews possibles à l'issue de la rencontre**

Un salaire de base de 61 dollars par mois, des horaires de travail excessifs et des ouvrières qui s'évanouissent faute de revenus suffisants pour se nourrir correctement : telle est la situation dans le secteur textile au Cambodge, où se fournissent massivement des marques de l'habillement telles que Zara, Gap, Levi's et H&M.

Pour mettre en lumière les luttes des ouvrier-e-s et les revendications des syndicats cambodgiens, le collectif Ethique sur l'étiquette a invité deux représentantes des travailleur-euse-s : Preab Marat et Ros Sokunthy, qui seront en France du 17 au 26 novembre pour porter la voix des ouvrier-e-s cambodgiens et témoigner des conditions de travail dans les usines textiles du pays.

Cette tournée lancera, au niveau national, la campagne *Made in Cambodge : le salaire de la faim* qui vise à obtenir de la part des marques de l'habillement, une augmentation immédiate des salaires dans l'industrie de la confection et l'adoption de mesures concrètes pour la mise en œuvre d'un salaire vital.

CALENDRIER

Lundi 19 novembre 18h30, soirée-débat - Salle CFDT, 25, place Gilles Martinet, Sotteville les Rouen
Mardi 20 novembre 20h00, soirée-débat Café le Petit Châtelet, Paris
Mercredi 21 novembre 20h00, Soirée-débat à Brive la Gaillarde
Jeudi 22 novembre 20h30 : Soirée-débat, Salle Saint Exupéré, Toulouse
Samedi 24 novembre à 16h30 : Rencontre-débat à la Bourse du Travail, Saint-Etienne

Contact presse : **Nayla Ajaltouni**
n.ajaltouni@ethique-sur-etiquette.org – 01 42 03 82 25

Photos, film documentaire, supports de fond disponibles sur www.ethique-sur-etiquette.org

Le collectif Ethique sur l'étiquette regroupe une vingtaine d'associations de solidarité internationale, de syndicats, de mouvements de consommateurs et d'éducation populaire. Il œuvre à la promotion du respect des droits de l'Homme au travail dans le monde. Il est la branche française de la Clean Clothes Campaign. www.ethique-sur-etiquette.org

La Clean Clothes Campaign est un réseau international d'organisations de la société civile et d'experts qui a pour objectif l'amélioration des conditions de travail et le renforcement des organisations de travailleur-euse-s dans le secteur de l'industrie du vêtement. www.cleanclothes.org

Quelques données sur le Cambodge

Avec une population de plus de 14,8 millions d'habitants, le Cambodge est le 68^e pays le plus peuplé au monde : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Cambodia>

D'après le ministère cambodgien du Commerce, le secteur de la confection au Cambodge constitue environ 75% du secteur industriel du pays :

http://www.fibre2fashion.com/news/apparel-news/newsdetails.aspx?news_id=114673

La production de vêtements et de chaussures représente une part essentielle de l'économie cambodgienne. En novembre 2011, le secrétaire d'Etat au ministère du Travail a affirmé que le pays comptait 552 usines de confection employant plus de 300 000 ouvrier(e)s. D'après le ministère du Commerce, le Cambodge a exporté au cours des neuf premiers mois de l'année 2011 l'équivalent de 3 132 millions de dollars US de marchandises issues du secteur de la confection :

<http://www.cambodiaun.org/news/26-november-11/216-cambodia-has-552-garment-factories.html>

90 % des travailleurs du secteur de la confection au Cambodge sont des femmes, âgées en moyenne de 24 ans: <http://www.betterfactories.org/newsdet.aspx?z=4&IdNews=803&c=1>

GAP et H&M sont les plus gros acheteurs de produits exportés par le Cambodge :

<http://cambodia-business.blogspot.co.uk/2011/11/cambodia-enjoying-chinas-long-shadow.html>

Le secteur de la confection connaît un essor rapide : en 2011, les exportations de vêtements et de chaussures ont augmenté de 25 %, pour atteindre 4,24 milliards de dollars US, représentant 85 % des exportations totales :

<http://www.guardian.co.uk/world/2012/feb/02/cambodian-workers-peoples-tribunal-factory>

Les chiffres du ministère du Commerce indiquent que la valeur des exportations de vêtements en provenance du Cambodge a augmenté de 15 % au cours du premier trimestre 2012, atteignant plus d'un milliard de dollars US au cours du trimestre :

<http://www.betterfactories.org/newsdet.aspx?z=4&IdNews=803&c=1>

En 2011, environ 50 nouvelles usines ont ouvert au Cambodge. Une seule a suspendu ses opérations :

<http://www.asean-cn.org/Item/4424.aspx>

En raison de l'inflation massive, les ouvriers de la confection au Cambodge ont essuyé une perte de salaire réelle de plus de 14 % durant les douze dernières années :

http://www.just-style.com/analysis/cambodias-garment-sector-faces-continued-challenges_id113445.aspx

Ces deux dernières années, les protestations de travailleur-euse-s ont pris de plus en plus d'ampleur. Les autorités les ont fermement réprimées : 1 000 dirigeants syndicaux ont été licenciés suite à des grèves pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail qui ont rassemblé 200 000 travailleur-euse-s en 2011 :

<http://www.guardian.co.uk/world/2012/feb/02/cambodian-workers-peoples-tribunal-factory>

De novembre 2011 à avril 2012, 27 grèves ont eu lieu dans le secteur de la confection au Cambodge, soit deux fois plus que l'année précédente à la même période :

<http://www.betterfactories.org/newsdet.aspx?z=4&IdNews=803&c=1>

Made in Cambodge: le salaire de la faim- Dossier de presse (extrait)





REMERCIEMENTS

Un grand merci à Thérèse Collinet du CCFD-Terre Solidaire pour son implication dans l'organisation de la tournée et l'accompagnement des partenaires, ainsi qu'à Natalia Santos et Christelle Casalino pour l'appui organisationnel. Merci à Roshane Saidnattar qui a assuré l'interprétation ainsi qu'aux deux autres interprètes, et à l'ensemble des militants et collectifs locaux ESE.



LE COLLECTIF ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE

regroupe 20 organisations de la société civile engagées pour défendre le respect des droits humains au travail dans les chaînes de sous-traitance des multinationales françaises ou présentes en France. Il agit en soutien aux travailleuses et aux travailleurs et à leurs organisations dans les pays de production à travers le monde.

